

L'UE doit changer de cap sur l'Ukraine, sinon elle risque de se désintégrer

par Michael von der Schulenburg* et Ruth Firmenich**



Michael von der Schulenburg. (Picture ma)

L'UE semble convaincue de ne pas seulement poursuivre ses efforts en vue d'une escalade de la guerre en Ukraine, mais de les intensifier. Personne ne semble être en mesure d'en comprendre les conséquences.



Ruth Firmenich. (Picture EU/Wikipedia)

Le 1^{er} septembre, nous avons commémoré le début de la Seconde Guerre mondiale il y a 85 ans, avec l'attaque de la Pologne par l'Allemagne nazie. Cette guerre est devenue la guerre la plus cruelle et la plus sanglante de l'histoire moderne, qui a coûté la vie à environ 75 millions de personnes

et causé d'incommensurables souffrances et des destructions inimaginables. Comme la Première Guerre mondiale, cette guerre a également commencé sur le sol européen et s'est progressivement étendue au monde entier. On pourrait espérer que nous, Européens – et en particulier Allemands –, appliquions dans ce contexte une politique de paix stricte, conforme à la Charte des Nations Unies, établie après les deux guerres mondiales, par sens des responsabilités qui en découlent. Malheureusement, ce n'est pas le cas!

Une autre guerre fait actuellement rage sur le sol européen – en Ukraine. Il s'agit de loin de la

guerre la plus dangereuse depuis les deux guerres mondiales, et elle pourrait elle aussi dégénérer en guerre mondiale, voire en guerre nucléaire. Les conséquences pour l'humanité pourraient être encore plus dévastatrices. Et pourtant, l'UE continue de se concentrer exclusivement sur une «solution» militaire à la guerre en Ukraine, sans tenir compte de tous les dangers que cela représente non seulement pour les Ukrainiens, mais aussi pour nous, les Européens, et pour l'humanité. C'est une politique qui risque d'isoler l'UE sur la scène internationale.

L'UE se concentre exclusivement sur la guerre

Une résolution «en soutien à l'Ukraine» adoptée par une large majorité au Parlement européen en juillet de cette année expose l'orientation intransigeante de l'UE vers une poursuite de la guerre. A certains égards, cette résolution se lit même comme un appel à une «guerre totale». Compte tenu de la détérioration de la situation militaire en Ukraine, toutes les ressources doivent être mobilisées une fois de plus pour permettre à l'Ukraine de remporter une victoire militaire sur la Russie.

Cette résolution exige que tous les Etats membres de l'UE apportent un soutien «indéfectible» à l'Ukraine jusqu'à ce que la victoire sur la Russie soit obtenue. En conséquence, tous les Etats membres de l'UE et de l'OTAN sont appelés à mettre à la disposition de l'Ukraine 0,25% de leur PIB respectif à des fins militaires. Selon un calcul du groupe conservateur PPE, cela représenterait 127 milliards d'euros par an, soit plus du double du budget de la défense allemand de

* *Michael von der Schulenburg*, ancien Secrétaire général adjoint (SGA), a travaillé pendant 34 ans pour les Nations Unies et, brièvement, pour l'OSCE, à des postes de direction dans des missions de développement et de paix dans de nombreuses régions en crise du monde, notamment en Afghanistan, en Iran, en Irak, au Pakistan, en Haïti, en Somalie, en Syrie et en Sierra Leone (cf. www.michael-von-der-schulenburg.com). Il a beaucoup publié sur les questions de guerre et de paix, les acteurs armés non étatiques et les réformes de l'ONU. Il

est aujourd'hui membre du Parlement européen pour l'alliance «Bündnis Sahra Wagenknecht».

***Ruth Firmenich* est politologue. Elle a été chef de bureau de Sahra Wagenknecht pendant 20 ans et est membre fondateur du nouveau parti «Bündnis Sahra Wagenknecht». Depuis 2024, elle est membre du Parlement européen où elle travaille avec Michael von der Schulenburg sur les questions de politique étrangère et de sécurité européenne.

cette année et bien plus que l'aide militaire accordée jusqu'à présent à l'Ukraine. L'utilisation d'armes occidentales contre des cibles militaires sur le territoire russe est expressément encouragée et la voie de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN est décrite comme «irréversible». La résolution appelle également à la création d'un tribunal international spécial pour les crimes de guerre russes et à la confiscation de tous les avoirs russes gelés.

En revanche, il n'y a pas une seule référence à des négociations ou à d'autres efforts diplomatiques dans cette résolution de trois pages et demie. Les pourparlers ne devraient avoir lieu que si la Russie capitule et se retire sans condition de tous les territoires occupés. Dans ce contexte, la résolution critique vivement les efforts du Premier ministre hongrois *Orbán* pour négocier des pourparlers entre l'Ukraine et la Russie.

En juin dernier, le Conseil européen a nommé l'ancienne Première ministre estonienne, *Kaja Kallas*, au poste de Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. L'UE confie ainsi cette importante fonction diplomatique à l'une des personnalités politiques les plus extrêmes et les plus controversées en Europe, qui s'oppose à la Russie. Il y a peu de temps encore, elle avait déclaré que la division de la Russie en plusieurs petits Etats «ne serait pas une mauvaise chose» et avait appelé ceux qui soutiennent l'Ukraine à ne pas se laisser intimider par la capacité nucléaire de la Russie. On attend maintenant d'elle qu'elle promeuve – diplomatiquement – les objectifs de guerre préconisés dans la résolution.

L'UE peut-elle se permettre une telle politique ou ne succombe-t-elle pas ici à une dangereuse arrogance?

L'UE perd le contact avec la réalité

Le problème fondamental de cette résolution du Parlement européen sur l'Ukraine est que l'UE n'a ni le pouvoir ni l'influence nécessaires pour faire respecter ne serait-ce qu'un seul des objectifs de guerre qu'elle contient. Son appel à une poursuite intransigeante de la guerre jusqu'à ce que l'Ukraine remporte une victoire militaire sur la Russie intervient à un moment où l'Ukraine n'est plus en mesure de gagner cette guerre par des moyens militaires. Les analystes politiques aux Etats-Unis avertissent depuis un certain temps

que l'Ukraine pourrait s'effondrer militairement et politiquement si la guerre continue. Cette résolution est donc très éloignée de la réalité. La politique reste l'art du possible et l'UE ne peut y échapper.

Pour obtenir un renversement de situation, l'UE et ses Etats membres devraient intervenir militairement à grande échelle dans la guerre en Ukraine. Cependant, ils n'ont ni les ressources militaires ni la volonté politique de le faire. Si jamais cela devait se produire, cela ne pourrait se faire que par une étroite coopération militaire entre la France et l'Allemagne. Les divergences politiques entre les deux pays sont déjà considérables et une telle opération militaire franco-allemande risquée, en confrontation directe avec la Russie, dotée de l'arme nucléaire, semble donc heureusement hors de question. Bien entendu, les deux pays sont en mesure d'intensifier la guerre en Ukraine en livrant des missiles *Taurus* ou en déployant des forces occidentales. Mais cela ne contribuerait pas à la victoire de l'Ukraine et ne ferait que risquer de détruire toute l'Europe en cas de réaction nucléaire. Il n'existe aucune option militaire envisageable pour les Européens.

Une telle action militaire ne serait pas non plus soutenue par la population européenne. En effet, alors que le Parlement européen vient de s'engager en faveur d'une politique de guerre, l'opinion publique de tous les Etats européens s'oppose à de nouvelles livraisons d'armes et se prononce en faveur de solutions négociées.

Même en Ukraine, la lassitude de la guerre s'est répandue et on signale de plus en plus de déserteurs ukrainiens. Les diplomates occidentaux mettent également en garde contre le fait que 10 millions d'Ukrainiens supplémentaires pourraient quitter le pays. Au cours de cette guerre, l'Ukraine s'est dépeuplée de manière drastique, ne laissant derrière elle que des personnes âgées et pauvres. Mais aucune guerre ne peut être gagnée de cette manière, même avec les 127 milliards d'euros d'aide militaire annuelle réclamés par le Parlement européen.

De plus, des responsables politiques ukrainiens et même le président *Zelensky* laissent entendre que cette guerre ne peut plus durer longtemps et qu'une solution négociée est nécessaire. L'attaque des unités militaires ukrainiennes sur le territoire russe il y a quelques jours ne changera rien à cela, malgré sa valeur de communication dans la presse occidentale.

Quel est donc l'objectif de l'UE avec une telle résolution de guerre?

L'UE s'isole en politique étrangère

Avec la résolution sur l'Ukraine et la nomination de Mme Kallas au poste de chef de la diplomatie de l'UE, l'Union européenne semble désormais remplacer les Etats-Unis en tant que bloc pro-guerre dominant dans la guerre en Ukraine. Cependant, cela va encore plus isoler l'UE en termes de politique étrangère.

Sous la présidence de M. *Biden*, les Etats-Unis avaient déjà commencé à se retirer de la guerre en Ukraine et à en rejeter de plus en plus la responsabilité sur nous, les Européens. Les décisions prises lors du sommet de l'OTAN à Washington et la création du nouveau centre de coordination pour le soutien militaire à l'Ukraine à Wiesbaden en sont des signes (tout comme le déploiement prévu de missiles à moyenne portée en Allemagne). Si le duo *Trump-Vance* remportait l'élection présidentielle américaine de novembre, nous savons déjà qu'il parviendrait à un accord avec M. Poutine, sans tenir compte des Européens, pour mettre fin à cette guerre. Mais même avec une présidence *Harris-Walz*, les Etats-Unis se concentreront de plus en plus sur les problèmes internes et auront moins intérêt à poursuivre la guerre en Ukraine, notamment pour pouvoir se concentrer davantage sur le conflit au Moyen-Orient et leur confrontation avec la Chine. Les Etats-Unis essaieront surtout de répercuter les coûts énormes de cette guerre – et la paix pourrait devenir encore plus chère – sur l'Europe.

En outre, la cohésion européenne nécessaire pour une confrontation avec la Russie se fissure de plus en plus, ce qui rend de plus en plus impossible une politique étrangère commune sur la question de la guerre en Ukraine. La raison en est non seulement la position divergente de la Hongrie, de la Slovaquie et, dans une certaine mesure, de l'Italie, mais aussi le fait que les partis politiques favorables à une paix négociée gagnent de plus en plus en popularité dans de nombreux pays de l'UE. Après les élections présidentielles aux Etats-Unis, cette tendance en faveur d'une résolution pacifique du conflit pourrait se renforcer encore. En arrière-plan, la méfiance généralisée à l'égard du leadership militaire et politique croissant de l'Allemagne pourrait également jouer un rôle ici.

Mais le plus grand défi de politique étrangère pour la politique de guerre de l'UE vient de loin du



Fin octobre, le sommet des BRICS se tiendra à Kazan. La capitale de la république russe du Tartastan est située entre l'Est et l'Ouest. L'Europe pourrait profiter de la dynamique pacifique des pays BRICS au lieu de se perdre dans la guerre. (Image KEYSTONE/TASS/Yegor Aleyev)

Sud global. Cela se manifeste le plus fortement dans le développement rapide des pays BRICS+, qui, avec 45% de la population mondiale et 37% de la production économique mondiale, devancent déjà de loin l'UE, qui représente 5,5% de la population mondiale et 14,5% de la production économique mondiale. Trente autres pays souhaitent désormais devenir membres des BRICS+, dont la Turquie, membre de l'OTAN. Les pays BRICS+ ne partagent pas la position belliciste de l'UE et voient plutôt leurs intérêts de sécurité menacés par les tentatives occidentales d'étendre l'OTAN à l'Ukraine et à la mer Noire. Ils sont donc tous favorables à une solution négociée. Il est d'une grande importance symbolique que le prochain sommet des pays BRICS+ se tienne sous la présidence russe à Kazan, en Russie, en octobre de cette année.

A Kazan, nous pourrions assister à un véritable tournant historique, un tournant que l'UE, dans sa propre arrogance, ignore largement. Malgré tous les fantasmes de grande puissance de la présidente de la Commission, *Ursula von der Leyen*, il devrait être clair pour nous que l'Europe n'est plus depuis longtemps le centre du monde et que nous sommes en retard sur le plan démographique, économique et dans une certaine mesure technologique. Aucune militarisation de l'UE n'y changera rien. Une politique étrangère plus pacifique serait une meilleure option. Mais Mme Kallas, avec sa position antirusse et belliciste extrême, est probablement le choix le moins favorable à une telle approche.

L'UE ne fait que se nuire à elle-même

En décidant de continuer à se concentrer exclusivement sur la guerre, et cette politique ayant

été confirmée par le Parlement européen, l'Union européenne a considérablement réduit sa marge de manœuvre politique et s'est mise, géopolitiquement, à la marge. Par conséquent, bien que la guerre en Ukraine soit d'une importance existentielle pour l'avenir de l'Europe dans son ensemble, l'UE ne jouera probablement aucun rôle dans la résolution de ce conflit. En conséquence, l'UE perdra également son influence sur ce que pourrait être un futur accord de paix en Europe. Quelle que soit la façon dont on évalue la question de la responsabilité dans la guerre en Ukraine, il s'agit d'une stupidité politique indescriptible qui aura des conséquences désastreuses non seulement pour la population ukrainienne, mais aussi pour les citoyens de l'UE.

Le fait que, deux ans et demi après l'une des guerres les plus brutales sur le sol européen et des centaines de milliers de morts, l'Union européenne ne soit toujours pas en mesure de s'émanciper des Etats-Unis et de formuler une politique de paix alternative indépendante pour l'Europe détruira complètement l'idée européenne, qui est basée sur la paix en Europe. L'Union européenne pourrait bien se désintégrer à cause de sa politique militariste à l'égard de l'Ukraine.

Source: <https://lesakerfrancophone.fr/lue-doit-changer-de-cap-sur-lukraine-sinon-elle-risque-de-se-desintegrer>,
3 septembre 2024

(Traduit par Wayan, relu par Hervé,
pour le Saker Francophone)